

PARTIE MATIÈRES

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'ajustement des rentes des victimes ou ayants droit des victimes d'accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 12.000 fr. - Voir Table de 1939, p. 27. - M. Louis Gros dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport n° 42 [29 février], p. 178.

ACTES DE L'ETAT CIVIL.

- VOIR COLONIES, 2.

AGRICULTURE. - VOIR

ASSURANCES SOCIALES. - CHASSE. - INTERPELLATIONS, 3. - LOGEMENT DES TRAVAILLEURS AGRICOLES. - RÉOLUTIONS, 5.

ALGERIE (Délégations financières). - Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 7 mai 1938 portant modification de la composition de la commission des finances des délégations financières algériennes. Renvoi à la commission de l'Algérie, n° 32 [27 février], p. 146. - M. Leblanc dépose le rapport n° 57 [14 mars], p. 242. - 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet [25 avril], p. 324.

ALIENES. - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant révision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés. - Voir Table de 1939, p. 28. - M. Giacobbi dépose, au nom de la commission de législation, l'avis n° 10 [19 janvier], p. 39.

ALIMENTATION DES ANIMAUX. - VOIR PRODUITS POUR L'ALIMENTATION DES ANIMAUX.

ALLOCATIONS MILITAIRES. - Dépôt d'un

projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 20 mai 1939 portant révision du taux des allocations militaires. Renvoi à la commission de l'hygiène et, pour avis, à la commission des finances, n° 81 [10 avril], p. 309.

VOIR RÉOLUTIONS, 3.

ALLOCUTIONS. - De : M. Damecour, *président d'âge*, en prenant place au fauteuil. Seconde allocution de M. Damecour : éloge funèbre de M. Demesmay, *sénateur du Nord* [9 janvier], p. 1, 2. - M. Jules Jeanneney, *président*, en prenant place au fauteuil [12 janvier], p. 9. - M. le président : éloge funèbre de M. Achille Fèvre, *sénateur de la Haute-Vienne* [23 janvier], p. 43. - M. le président : éloge funèbre de M. Charles Stourm, *sénateur d'Ille-et-Vilaine* [6 février], p. 69. - M. le président : éloge funèbre de M. Claude Chauveau, *sénateur de la Côte-d'Or* [29 février], p. 170. - M. le président : éloge funèbre de M. Azémar, *sénateur de la Haute-Garonne* [10 avril], p. 307. - M. le président [9 juillet], p. 352.

AMBASSADE DE ROUMANIE. - Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 1^{er} avril 1939 portant création d'une ambassade à Bucarest. Renvoi à la commission des affaires étrangères et, pour avis, à la commission des finances, n° 34 [27 février], p. 146.

AMNISTIE. - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant amnistie. - Voir Table de 1939, p. 29. - Vote de la question préalable [29 février], p. 170.

ARMEE
1 - **Recrutement.** - Proposition de loi de MM. Camboulives, Maroselli et Neyret, tendant à modifier et compléter les dispositions de l'article 58, paragraphe 7, de la loi

du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. - Voir Table de 1939, p. 29. - M. Camboulives dépose, au nom de la commission de l'armée, le rapport n° 4 [18 janvier], p. 18.

2 - **Utilisation rationnelle et équitable des mobilisés.** - Proposition de loi de M. Louis Mourier et plusieurs de ses collègues, assurant une utilisation rationnelle et équitable de tous les mobilisés et fixant l'affectation aux unités combattantes de tous les officiers, sous-officiers et soldats de l'active et de la première réserve. - Voir Table de 1939, p. 29. - M. Louis Mourier dépose, au nom de la commission de l'armée, le rapport n° 7 [19 janvier], p. 24. - Renvoi, pour avis, à la commission de législation [1^{er} février], p. 50. - M. Armand Calmel dépose, au nom de cette commission, l'avis n° 21 [15 février], p. 83. - 1^{re} délibération. Décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée ; Armand Calmel, rapporteur, pour avis, de la commission de législation ; Rogé et Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre ; François-Saint-Maur. Discussion des articles : Art. 1^{er} : MM. Leblanc, Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée ; Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre ; Charles Reibel et François-Saint-Maur. - Adoption des cinq premiers alinéas. 6^e alinéa : Amendement de M. Fiancette : M. Fiancette. - Retrait. Observations de MM. Rillart de Verneuil et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. Adoption des deux derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2. - 1^{er} alinéa : MM. Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre, et

Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. – Adoption du texte modifié. Amendement additionnel de M. Toy-Riont : MM. Bertrand Carrère et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. Adoption de l'amendement devenant le 2^e alinéa de l'article 2. Observation de M. François-Saint-Maur. Amendement de M. Rogé sur l'alinéa suivant : MM. Rogé, Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée ; Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre ; Join-Lambert, Gautherot et Pierre de Courtois. Amendement de MM. Honorat et de Courtois sur le même alinéa : MM. Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée, et Alexandre Bachelet. Rejet de l'amendement de M. Rogé. Adoption de l'amendement de MM. Honorat et Pierre de Courtois. Observation de M. le général Hirschauer. Adoption de la suite de l'alinéa jusqu'aux mots « seront mutés ». Amendements identiques de M. Jean Jacqy et de M. Rogé : M. Rogé. – Adoption. Observations de M. Bouilly et de M. Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. Adoption de la fin de l'alinéa. Observations de MM. Jacques Bardoux et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée sur l'alinéa suivant (liste des unités). – Adoption de l'alinéa. Amendement additionnel de M. Pierre Chaumié : MM. Pierre Chaumié et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. – Adoption. Adoption des trois derniers alinéas de l'article 2. Renvoi de la suite de la discussion au 5 mars [27 février], p. 147 et suiv. – Suite de la discussion. Art. 3 : Demande d'ajournement de la discussion de l'article par M. Armand Calmel, rapporteur, pour avis, de la commission de législation civile et criminelle. – Art. 3 réservé. Art. 4 : Amendement de M. Monsservin : MM. Monsservin et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. – Retrait. Amendement de M. Paul

Giacobbi : MM. Paul Giacobbi, Pierre Chaumié, Leblanc, Paul-Boncour, César Campinchi, ministre de la marine militaire ; Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée ; Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre ; le président et Louis Linyer. Renvoi de la proposition à la commission. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure. [5 mars], p. 188 et suiv. – Suite de la discussion. Art. 1^{er} et 2 précédemment adoptés. Amendement de M. Marcel Michel (texte additionnel) : MM. Marcel Michel et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. – Retrait. Art. 4 (précédemment renvoyé à la commission). – Observation de M. le président. Art. 4, 4 *bis* et 4 *ter* (nouvelle rédaction de la commission). Art. 4 : MM. Henry Haye, Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée ; René Coty, Henri Roy, Lefas, Paul Giacobbi, Léon Lauvray, Pierre Chaumié et Pierre de Courtois, président de la commission de législation civile et criminelle. Sur la fin de l'article 4 : MM. Join-Lambert et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. Adoption des deux derniers alinéas modifiés et de l'ensemble de l'article 4. Art. 4 *bis* : MM. Join-Lambert, Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée, et Pierre Chaumié. – Adoption. Art. 4 *ter* : M. Pierre Chaumié. – Adoption de l'article modifié. Amendement de MM. Babaud-Lacroze, Béluel et Paul Laffont (texte additionnel : art. 4 *quater*) : M. Babaud-Lacroze. – Adoption. Art. 3 (précédemment réservé) : MM. Monsservin et Maurice Dormann. Amendement de M. Edmond Hannotin : MM. Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée ; Even, Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre. Adoption de l'amendement devenant l'article 3. Art. 5 : Amendement de M. Rogé. – Retrait. Amendement de M. Rogé sur le 1^{er} alinéa de l'article : MM. Rogé et René Coty.

Amendement de M. René Coty (texte additionnel) : MM. René Coty, le président. Deuxième amendement de M. René Coty : MM. Rogé et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. Retrait, par M. Rogé, de son amendement. MM. Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée ; Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre, et René Coty. Retrait, par M. René Coty, de son premier amendement et maintien de son deuxième amendement. MM. Pierre de Courtois et Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre. Reprise, par M. Rogé, de son amendement sur le premier alinéa de l'article 5 : MM. Rogé, René Coty et Monsservin. – Adoption. Adoption du premier alinéa de l'article 5 modifié. Amendement de M. René Coty (texte additionnel). – Adoption. Alinéa suivant de l'article 5. – Adoption. Amendement de M. Babaud-Lacroze : MM. Babaud-Lacroze, Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée, et Josse. Adoption du début de l'amendement. Amendement de M. hannotin au texte de l'amendement de M. Babaud-Lacroze : MM. Edmond Hannotin, Babaud-Lacroze, Pierre Chaumié, Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée ; Albert Mahieu, Josse et René Coty. – Adoption. Amendement de M. Fiancette sur la fin de l'amendement de M. Babaud-Lacroze : MM. Fiancette et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. – Adoption. Adoption de l'ensemble de l'amendement de M. Babaud-Lacroze. Alinéa 3 : Amendement de M. de La Grandière : M. de La Grandière. Adoption du début de l'alinéa. Adoption du début de l'amendement de M. de La Grandière. Adoption de la suite de l'alinéa jusqu'aux mots « 1 officier général » inclus. Amendement de M. Gaston Rogé à l'amendement de M. de La Grandière : M. Rogé. Adoption de la suite de l'amendement modifié de M. de La

Grandière. Fin de l'alinéa : MM. Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre, et Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée. – Adoption d'une nouvelle rédaction pour la fin de l'alinéa. Adoption des trois derniers alinéas de l'article 5. Amendement de M. Rogé (texte additionnel) : MM. Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée, et Rogé. – Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Art. 6 : Amendement de M. René Coty : M. René Coty. – Adoption de l'amendement devenant l'article 6. Amendement de MM. J.-P. Rambaud et le comte Louis de Blois (texte additionnel) : MM. le comte Louis de Blois, Babaud-Lacroze, Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre ; Louis Mourier, rapporteur de la commission de l'armée, et Rogé. – Retrait. Art. 7 : Adoption du début de l'article. Amendement de M. Rogé. – Adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article modifié. Art. 8. – Adoption. Art. 9. – Adoption. Explications de vote : MM. Jean Jacquy, Louis Linyer, François-Saint-Maur et Pierre Chaumié. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification de l'intitulé de la loi. Nouvel intitulé : « *Proposition de loi assurant une utilisation rationnelle et équitable de tous les mobilisés et fixant l'affectation aux formations de la zone des armées de tous les officiers, sous-officiers et soldats de l'active et de la première réserve* ». [12 mars], p. 223 et suiv.

3 – **Egalité des charges militaires.** – Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Reibel sur l'égalité des charges militaires. Renvoi à la commission de l'armée, n° 75 [9 avril], p. 292.

VOIR ALLOCATIONS MILITAIRES. – INTERPELLATIONS, 2, 8. – RÉOLUTIONS, 2, 3, 9.

ARTISANS RURAUX DES CLASSES 1912 A 1915. – VOIR INTERPELLATIONS, 5.

ASSEMBLEE NATIONALE.

– Convocation de l'Assemblée nationale à Vichy, le mercredi 10 juillet 1940, pour procéder à la revision des lois constitutionnelles [9 juillet], p. 353. – Séance du 10 juillet 1940. – *Voir le compte-rendu in-extenso de cette séance à la fin du volume.*

ASSEMBLEES

DEPARTEMENTALES. – VOIR RÉOLUTIONS, 11.

ASSISTANCE AUX VIEILLARDS, INFIRMES ET INCURABLES. – Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la revision de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables. Renvoi à la commission de l'hygiène et, pour avis, à la commission des finances, n° 15 [6 février], p. 70.

VOIR RÉOLUTIONS, 8.

ASSURANCE-AUTOMOBILE

OBLIGATOIRE. – Proposition de loi de MM. Marcel Régner et Mollard relative à l'assurance obligatoire des propriétaires d'automobiles contre les accidents causés aux tiers. – Voir Table de 1939, p. 30. – M. Monsservin dépose un deuxième avis, présenté au nom de la commission des travaux publics, n° 25 [20 février], p. 104.

ASSURANCE CONTRE LES BOMBARDEMENTS. – VOIR RÉOLUTIONS, 7.

ASSURANCES SOCIALES (Professions agricoles).

– Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 1^{er}, 2, 4, 7, 8, 9, 10 et 14 du décret-loi du 30 octobre 1935, modifié par le décret-loi du 15 juin 1938, sur le régime des assurances sociales applicable aux professions agricoles. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 60 [19 mars], p. 252.

B

BALANCE IMPERIALE DES PAYEMENTS.

– Proposition de loi de M. Victor Boret tendant à équilibrer la balance impériale des paiements.
– Voir Table de 1939, p. 30. – Renvoi, pour avis, à la commission des colonies [25 avril], p. 324.

BLANC DE ZINC ET LITHOPONE.

– Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à fixer la définition légale du blanc de zinc et du lithopone. Renvoi à la commission du commerce, n° 53 [14 mars], p. 242.

BOMBARDEMENTS

(Assurance contre les). – VOIR RÉOLUTIONS, 7.

BUREAU DU SENAT.

– Bureau provisoire : *président d'âge* : M. Damecour ; *secrétaires d'âge* : MM. René Gounin, André Breton, Giacobbi, Henri Elby, André Maroselli, Robert Belmont [9 janvier], p. 1. – Bureau définitif : *président* : M. Jules Jeanneney ; *vice-présidents* : MM. Jean Valadier, Henry Merlin, Manuel Fourcade, Paul Jourdain ; *secrétaires* : MM. Tony Révillon, Bertrand Carrère, Garrigou, Achille Naudin, Louis Gros, René Hachette, Maurice Baufle, de La Grandière ; *questeurs* : MM. Anatole Manceau, Henri Hamelin, Auguste Mounié [11 janvier], p. 6.

BUREAUX. – Tirage au sort des bureaux [9 janvier], p. 3. – Organisation des bureaux (*J. O.* du 12 janvier, p. 332).

C

CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES.

Communication de M. le ministre de l'éducation nationale portant avis d'une vacance de sénateur au conseil de la caisse nationale des monuments historiques. Election fixée à une prochaine séance [20 février], p. 104. – Résultat du scrutin : M. Join-Lambert, élu [5 mars], p. 196.

CAISSE DE RETRAITES DE L'OPERA ET DE L'OPERA-COMIQUE. – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux caisses de retraites de l'Opéra et de l'Opéra-Comique. – Voir Table de 1939, p. 33. – Promulgation : Loi du 16 janvier 1940 (*J. O.* du 18 janvier, p. 498).

CHARGES MILITAIRES (Egalité des). – VOIR ARMÉE, 3.

CHASSE. – Dépôt d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, modifiant les articles 3, 4, 11, 24 et 26 de la loi sur la police de la chasse, du 3 mai 1844. Renvoi à la commission de l'agriculture, n° 5 [19 janvier], p. 24. – M. de Monti de Rezé dépose le rapport n° 46 [7 mars], p. 204.

CHEMINS DE FER (Réseaux secondaires d'intérêt général). – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger, pour les réseaux secondaires d'intérêt général, la loi du 22 octobre 1919 relative à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concession. Renvoi à la commission des travaux publics, n° 73 [9 avril], p. 292.

CODE DE COMMERCE. – Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillier tendant à compléter l'article 461 du code de commerce.

Renvoi à la commission de législation, n° 63 [21 mars], p. 275.

CODE DU TRAVAIL.

1 – **Livre II. – Congés annuels payés.** – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le chapitre IV *ter* du code du travail sur les congés annuels payés. – Voir Table de 1939, p. 35. – M. Robert Thoumyre dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 52 [12 mars], p. 222.

2 – **Livre II. – Loueurs de locaux à usage commercial.** – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter et à modifier le livre II du code du travail en vue de déterminer les obligations des loueurs de locaux et d'installations à usage commercial et industriel. – Voir Table de 1937, p. 48. – M. Caillier dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 65 [21 mars], p. 276.

CODE PENAL.

1 – **Article 357. – Non représentation d'enfant.** – Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à compléter le second paragraphe de l'article 357 du code pénal réprimant le délit de non représentation d'enfant (n° 687, année 1935). – Voir Table de 1939, p. 35. – Vote de la question préalable [29 février], p. 170.

2 – **Article 472. – Vente sur la voie publique.** – Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter les dispositions de l'article 472 du code pénal. – Voir Table de 1936, p. 65. – Vote de la question préalable [29 février], p. 170.

COLONIES.

1 – **Réductions de 10 p. 100 sur les baux et locations.** – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à abroger, dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 p. 100 sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances

hypothécaires et privilégiées. – Voir Table de 1939, p. 35. – M. Warusfel dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 22 [15 février], p. 93. – 1^{re} délibération. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Avis de la commission des colonies par M. Roux-Freissineng. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [27 février], p. 147. – Promulgation : Loi du 20 mars 1940 (*J. O.* du 22 mars, p. 2134).

2 – **Guadeloupe, Martinique, Réunion. – Prohibitions de mariage. – Actes de l'état civil à l'étranger.** – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicables à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, deux lois du 10 mars 1938 relatives aux prohibitions de mariage et aux actes de l'état civil à l'étranger. – Voir Table de 1939, p. 35. – M. René Caillier, dépose, au nom de la commission des colonies, le rapport n° 64 [21 mars], p. 276. – M. René Caillier dépose un rapport supplémentaire, n° 92 [25 avril], p. 326.

COMITE SECRET. – VOIR INTERPELLATIONS, 6.

COMMERCE EXTERIEUR. – VOIR INTERPELLATIONS, 1.

COMMISSIONS ANNUELLES.

Commission de comptabilité (nommée le 23 janvier, *J. O.* du 24 janvier, p. 693). – MM. BROGLY, BERTRAND CARRÈRE, DE CAMAS, JACQUES DE CHAMMARD, DENTU, PAUL FLEUROT, GAUTHEROT, RENÉ HÉRY, JOSSE, LÉON LAUVRAY, LAVERGNE, LINYER, LOUBAT, J. LOUBET, MONSSERVIN, J.-P. RAMBAUD, PIERRE ROBERT, CAMILLE ROLLAND. – La commission a nommé : *président* : M. J. LOUBET ; *vice-président* : M. DENTU ; *secrétaire* : M. J.-P. RAMBAUD ; *secrétaire rapporteur* : M. RENÉ HÉRY (*J. O.* du 26 janvier, p. 738).

Commission des pétitions (nommée le 23 janvier, *J. O.* du

24 janvier, p. 693). – MM. BEAUMONT, ANDRÉ BRETON, DE CAMAS, AUGUSTE CHAM BONNET, VICTOR CONSTANT, COURNAULT, EUGÈNE MULLER, PINAY, POINTAIRE. – La commission a nommé : *président* : M. BEAUMONT ; *secrétaire* : M. ANDRÉ BRETON (*J. O.* du 26 janvier, p. 738).

COMMISSIONS GÉNÉRALES.

Commission de l'administration générale, départementale et communale (nommée le 23 janvier, p. 44). – MM. HENRI ALHÉRITIÈRE, JOSEPH ANTIER, BETOULLE, BLANC, BRASSEAU, CARRÉ-BONVALET, BERTRAND CARRÈRE, CAUTRU, COUCOUREUX, DEMELLIER, ESCANDE, FIANCETTE, PAUL FLEUROT, ALBERT FOUILLOUX, GADAUD, GARRIGOU, GUÉRIN, PIERRE LAUTIER, LEBOEUF, FIRMIN LEGUET, LOUIS LINYER, MAULION, JEAN MÉDECIN, HENRY MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIROUEL, MONSSERVIN, OSTERMANN, J.-P. RAMBAUD, DES ROTOURS, FÉLIX ROZIER, HENRI SELLIER, SERLIN, TURLIER, VILLAUT-DUCHESNOIS, WARUSFEL. – La commission a nommé : *président* : M. HENRY MERLIN ; *vice-président* : MM. MONSSERVIN, MAULION ; *secrétaires* : MM. LOUIS LINYER, J.-P. RAMBAUD (*J. O.* du 26 janvier, p. 737).

Commission des affaires étrangères et politique générale des protectorats (nommée le 23 janvier, p. 44). – MM. ALEXANDRE BACHELET, JACQUES BARDOUX, HENRY BÉRENGER, AIMÉ BERTHOD, RENÉ BESNARD, JEAN BOIVIN-CHAMPEAUX, VICTOR BORET, HENRY BOURDEAUX, ALBERT BUISSON, JOSEPH CAPUS, STANISLAS DE CASTELLANE,

MARQUIS DE CHAMBRUN, DESJARDINS, CAMILLE FERRAND, FOURMENT, GASNIER-DUPARC, HENRY-HAYE, ANDRÉ HONNORAT, JOVELET, FRANÇOIS LABROUSSE, PAUL LAFFONT, PIERRE LAVAL, LEFEBVRE DU PREY, COMPTE DE LEUSSE, DE LUDRE, ALEXANDRE MILLERAND, MOLLARD, PARAYRE, PAUL BONCOUR, ALBERT PEYRONNET, PICHERY, MARCEL PLAISANT, CHARLES REIBEL, RENÉ RENOULT, T. STEEG, ROBERT THOUMYRE. – La commission a nommé : *président* : M. HENRY BÉRENGER ; *vice-présidents* : MM. MARCEL PLAISANT, LEFEBVRE DU PREY ; *secrétaires* : MM. AIMÉ BERTHOD, PAUL LAFFONT (*J. O.* du 26 janvier, p. 737).

Commission de l'agriculture (nommée le 23 janvier, p. 44). – MM. MARCEL ASTIER, BARBIER, BEAUMONT, BELS DE BERNY, VICTOR BORET, BORGEOT, BOULLY, ARMAND CALMEL, CASSEZ, CORBEDAINE, COURNAULT, RENÉ COURTIER, DAMECOUR, DAUZIER, MARCEL DONON, MAURICE DORMANN, FONTANILLE, GORÉ, GUILHEM, HARENT, JEAN JACQUY, LAVOINNE, LECOURTIER, LÉCULIER, RAYMOND MARTIN, GEORGES MAURICE, MARCEL MICHEL, DE MONTI, DE REZÉ, PATIZEL, DES ROTOURS, SÉNÈS, THUREAU-DANGIN, TURBAT, URBAN, VASSEUX. – La commission a nommé : *président* : M. MARCEL DONON ; *vice-présidents* : MM. BEAUMONT, BORGEOT ; *secrétaires* : MM. JEAN JACQUY, COURNAULT (*J. O.* du 26 janvier, p. 737).

Commission de l'air (nommée le 23 janvier, p. 44). – MM. ROBERT BELLANGER, ROBERT BELMONT, BELUEL, PAUL BÉNAZET, DE BERNY,

RENÉ BESNARD, BRASSEAU, CHASSAING, PIERRE DE COURTOIS, DANIEL-VINCENT, DELESALLE, DELTHIL, MARQUIS DE DION, MARX DORMOY, LAURENT EYNAC, ROGER FARJON, LOUIS GROS, JAMES HENNESSY, GÉNÉRAL HIRSCHAUER, DE KERGARIOU, A. DE LA GRANGE, LANCIEN, HENRI LAUDIER, LEFEBVRE DU PREY, LISSAR, ALBERT MAHIEU, MAROSELLI, MAULION, FERNAND MONSACRÉ, MONSSERVIN, JEAN ODIN, ALBERT OUVRÉ, J.-P. RAMBAUD, EMILE ROUSSEL, SCHRAMECK, VIELLARD. – La commission a nommé : *président* : M. PAUL BÉNAZET ; *vice-présidents* : MM. A. DE LA GRANGE, J.-P. RAMBAUD ; *secrétaires* : MM. ROBERT BELLANGER, MAROSELLI (*J. O.* du 26 janvier, p. 737). – M. ROBERT BELLANGER est nommé *vice-président* en remplacement de M. DE LA GRANGE, démissionnaire. M. BRASSEAU est nommé *secrétaire*, en remplacement de M. ROBERT BELLANGER [9 avril], p. 2645. – MM. BABAUD-LACROZE et le comte D'HARCOURT sont nommés membres, en remplacement de MM. LAURENT EYNAC et DE LA GRANGE, démissionnaires [25 avril], p. 324.

Commission de l'Algérie (nommée le 23 janvier, p. 44). – MM. ALBERTINI, COMTE H. D'ANDLAU, MARCEL ASTIER, EUGÈNE AZÉMAR, MAURICE BAUFLE, BELS, HENRY BOURNEAUX, BERTRAND CARRÈRE, CORBEDAINE, PIERRE DE COURTOIS, CUTTOLI, ULYSSE FABRE, MANUEL FOURCADE, GARRIGOU, GAUTHEROT, GAUTRON, PAUL GIACOBBI, GUILHEM, HENRY-HAYE, LEBLANC, J. LOUBET, ANDRÉ MALLARMÉ, JEAN MÉDECIN, PERDRIX, PINAY, POINTAIRE, TONY RÉVILLON, LÉOPOLD

ROBERT, ROUX-FREISSINENG, FÉLIX ROZIER, HENRI SELLIER, T. STEEG, GÉNÉRAL STUHL, HENRI TASSO, VEYSSIÈRE, VILLAULT-DUCHESNOIS. - La commission a nommé : *président* : M. ROUX-FREISSINENG ; *vice-présidents* : MM. LEBLANC, ULYSSE FABRE ; *secrétaires* : MM. CUTTOLI, TONY RÉVILLON (*J. O.* du 26 janvier, p. 737).

Commission de l'armée (nommée le 23 janvier, p. 44). - MM. BARBIER, ROBERT BELMONT, PAUL BÉNAZET, RENÉ BESNARD, COMTE DE BLOIS, CAMBOULIVES, BERTRAND CARRÈRE, JACQUES DE CHAMMARD, PIERRE CHAUMIÉ, DANIEL-VINCENT, DÉPIERRE, DESPRÈS, LAURENT EYNAC, JEAN FABRY, GOIRAND, COMTE D'HARCOURT, GÉNÉRAL HIRSCHAUER, JEAN JACQUY, PAUL JOURDAIN, MARQUIS DE JUIGNÉ, DE LA GRANDIÈRE, HENRY LÉMERY, LE MOIGNIC, COMTE DE LEUSSE, LOUBAT, MAROSELLI, LOUIS MOURIER, ACHILLE NAUDIN, NEYRET, J.-P. RAMBAUD, CHARLES REIBEL, RILLART DE VERNEUIL, CAMILLE ROLLAND, EDOUARD ROUSSEL, GÉNÉRAL STUHL, FRANÇOIS DE WENDEL. - La commission a nommé : *président* : M. DANIEL-VINCENT ; *vice-présidents* : MM. RENÉ BESNARD, GÉNÉRAL HIRSCHAUER ; *secrétaires* : MM. LE COMTE D'HARCOURT, J.-P. RAMBAUD (*J. O.* du 26 janvier, p. 737). - M. PAUL-BONCOUR est nommé membre en remplacement de M. LAURENT EYNAC, démissionnaire [25 avril], p. 324.

Commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au ministère des colonies (nommée le 23 janvier, p. 44). - MM. ALBERTINI, BEAUMONT, LÉONUS BÉNARD, AIMÉ BERTHOD, LÉON BON,

CAILLIER, DE CAMAS, RENÉ COTY, DAMECOUR, ROGER FARJON, PAUL FLEUROT, GADAUD, GASNIER-DUPARC, GAUTHEROT, HAMELIN, JOIN-LAMBERT, JOSSE, JOVELET, LANCIEN, LEBLANC, LE GORGEU, HENRY LÉMERY, LE MOIGNIC, JEAN MÉDECIN, AUGUSTE MOUNIÉ, ACHILLE NAUDIN, PAVIN DE LAFARGE, JEAN PHILIP, GEORGES PORTMANN, TONY RÉVILLON, ROGÉ, MARIO ROUSTAN, ROUX-FREISSINENG, SÉNÈS, T. STEEG, GÉNÉRAL STUHL. - La commission a nommé : *président* : M. MARIO ROUSTAN ; *vice-présidents* : MM. LANCIEN, LEBLANC ; *secrétaires* : MM. LÉONUS BÉNARD, ROGÉ (*J. O.* du 26 janvier, p. 737).

Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes (nommée le 23 janvier, p. 45). - MM. JEAN AMAT, BELUEL, ÉMILE BENDER, PAUL BERSEZ, CAILLIER, VICTOR CONSTANT, RENÉ CONVERSET, RENÉ COTY, ESCANDE, FRANÇOIS EYNARD, ULYSSE FABRE, FROGET, GAUTIER, JUSTIN GODARD, GEORGES DE GRANDMAISON, RENÉ HACHETTE, JAMES HENNESSY, PAUL LAFFONT, MOÏSE LÉVY, LOUIS LOUIS-DREYFUS, VICTOR LOURTIES, ANATOLE MANCEAU, HENRI MAUPOIL, EUGÈNE MULLER, ALBERT OUVRÉ, PERDRIX, PRESSEQ, LOUIS RAMBAUD, ROGÉ, MAURICE DE ROTSCCHILD, EDOUARD ROUSSEL, ROBERT THOUMYRE, TOY-RIONT, TURLIER, GEORGES ULMO. - La commission a nommé : *président* : M. BENDER ; *vice-présidents* : MM. VICTOR LOURTIES, RENÉ COTY ; *secrétaires* : MM. THOUMYRE, ESCANDE (*J. O.* du 26 janvier, p. 737). - M. HENRI TASSO est nommé membre en remplacement de M. FÈVRE,

décédé [6 février], p. 70. - M. JEAN MAROGER est nommé membre en remplacement de M. RENÉ HACHETTE, démissionnaire [25 avril], p. 324.

Commission des comptes définitifs (nommée le 23 janvier, p. 45). - MM. ADRIEN ANDRÉ, ANDRÉ-J.-L. BRETON, CHASSAING, CLAMAMUS, FRANÇOIS DU FRETAY, EDMOND HANNOTIN, DE LA GRANDIÈRE, PIERRE LAUTIER, JEAN LEMAISTRE, J. LOUBET, PIERRE MICHEL, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, ACHILLE NAUDIN, OSTERMANN, PELLETIER, FRANÇOIS PITTIFERRANDI, JULES WOLFF. - La commission a nommé : *président* : M. EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX ; *vice-présidents* : MM. NAUDIN, CHASSAING ; *secrétaires* : MM. DE LA GRANDIÈRE, F. DU FRETAY (*J. O.* du 26 janvier, p. 738). - M. EUGÈNE NICOLAS est nommé membre en remplacement de M. FÈVRE, décédé [6 février], p. 70.

Commission des douanes et conventions commerciales (nommée le 23 janvier, p. 45). - MM. COMTE H. D'ANDLAU, ADRIEN ANDRÉ, MARCEL ASTIER, PAUL BACHELET, BEAUMONT, LÉONUS BÉNARD, CARRÉ-BONVALET, JACQUES DE CHAMMARD, EUGÈNE CHANAL, RENÉ CONVERSET, MARQUIS DE DION, MARCEL DONON, ELBY, ULYSSE FABRE, ALBERT FOUILLOUX, GAUTRON, LABBÉ, LÉON LAUVRAY, LEDERLIN, JEAN LEMAISTRE, MOÏSE LÉVY, VICTOR LOURTIES, JEAN MAROGER, EDOUARD NÉRON, OSTERMANN, PARAYRE, PÉZIÈRES, ADRIEN RICHARD, ROGÉ, SERLIN, SIGRIST, TOY-RIONT, TURBAT, GEORGES ULMO, VIELLARD, ÉMILE VINCENT. - La commission a nommé : *président* : M. EDOUARD NÉRON ; *vice-*

présidents : MM. EUGÈNE CHANAL, ULYSSE FABRE ;
secrétaires : MM. PAUL BACHELET, TOY-RIONT (*J. O.* du 26 janvier, p. 738).

Commission de l'enseignement (nommée le 23 janvier, p. 45). – MM. COMTE H. D'ANGLAU, EUGÈNE AZÉMAR, ALEXANDRE BACHELET, JACQUES BARDOUX, GASTON BAZILE, ROBERT BELLANGER, LÉON BÉRARD, AIMÉ BERTHOD, BLANC, YVES BOUGUEN, BOULLY, ANDRÉ-J.-L. BRETON, BROGLY, DE CAMAS, VICTOR CONSTANT, DARAIGNEZ, DESPRÉS, GARRIGOU, GAUTHEROT, GILBERT, RENÉ HÉRY, ANDRÉ HONNORAT, JOIN-LAMBERT, JOSSOT, FRANÇOIS LABROUSSE, FRANÇOIS LEFAS, OLIVIER LE JEUNE, ANDRÉ MALLARMÉ, GEORGES MAURICE, MARCEL MICHEL, EUGÈNE MULLER, PELLETIER, QUEINNEC, EMILE VINCENT, JULES WOLFF. - La commission a nommé : *président* : M. JOSSOT ; *vice-présidents* : MM. RENÉ HÉRY, LEFAS ; *secrétaires* : MM. GAUTHEROT, GEORGES MAURICE (*J. O.* du 26 janvier, p. 738).

Commission des finances (nommée le 23 janvier, p. 45). – MM. BABAUD-LACROZE, JOSEPH BROM, JOSEPH CAILLAUX, CHAUVEAU, DELTHIL, DENTU, J.-L. DUMESNIL, ANDRÉ FALLIÈRES, ROGER FARJON, MANUEL FOURCADE, ABEL GARDEY, RENÉ HACHETTE, PAUL JACQUIER, A. DE LA GRANGE, LANCIEN, HENRI LAUDIER, PIERRE LAVAL, ANDRÉ LEBERT, LOUIS LINYER, ALBERT MAHIEU, FRANÇOIS MILAN, MIREAUX, ANDRÉ MORIZET, MAURICE PALMADE, LÉON PERRIER, PÉZIÈRES, JEAN PHILIP, PIERRE-ROBERT, GEORGES PORTMANN, PROVOST-DU-MARCHAIS,

MARIO ROUSTAN, HENRI ROY, SCHRAMECK, JEAN TAURINES, JEAN VALADIER, FRANÇOIS DE WENDEL.- La commission a nommé : *président* : M. JOSEPH CAILLAUX ; *vice-présidents* : MM. LÉON PERRIER, ALBERT MAHIEU ; *secrétaires* : MM. FRANÇOIS MILAN, ROGER FARJON ; *rapporteur général* : M. ABEL GARDEY [*J. O.* du 24 janvier, p. 693]. – M. RENÉ COTY est nommé membre en remplacement de M. CHAUVEAU, décédé [19 mars], p. 252. – MM. ANTOINE BORREL, GEORGES PERNOT et TOY-RIONT sont nommés membres en remplacement de MM. HENRI ROY, RENÉ HACHETTE et DE LA GRANDE, démissionnaires [25 avril], p. 324.

Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales (nommée le 23 janvier, p. 45). – MM. CHASSAING, CLAMAMUS, VICTOR CONSTANT, RENÉ CONVERSET, DARAIGNEZ, MAURICE DORMANN, EVEN, FRANÇOIS-SAINTE-MEUR, FRANÇOIS DU FRÉTAY, GADAUD, GAILLEMIN, GILBERT, JUSTIN GODART, LOUIS GROS, GUYONNET, JOIN-LAMBERT, LAVERGNE, LÉCULIER, LE GORGEU, FIRMIN LEGUET, LISSAR, LOUBAT, MAROSELLI, RAYMOND MARTIN, HENRI MAUPOIL, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIROUEL, LOUIS MOURIER, EDOUARD NÉRON, NEYRET, LÉOPOLD ROBERT, CAMILLE ROLLAND, HENRI SELLIER, SIREYJOL, URBAN, EMILE VINCENT. - La commission a nommé : *président* : M. EVEN ; *vice-présidents* : MM. ROLLAND, GADAUD ; *secrétaires* : MM. NEYRET, DORMANN (*J. O.* du 26 janvier, p. 738).

Commission de législation civile et criminelle (nommée le

23 janvier, p. 45). – MM. HENRI ALHÉRITIÈRE, JOSEPH ANTIER, MAURICE BAUFLE, ROBERT BELMONT, BETFERT, BETOULLE, JEAN BOIVIN-CHAMPEAUX, ANDRÉ J.-L. BRETON, ALBERT BUISSON, ARMAND CALMEL, CAUTRU, PIERRE CHAUMIÉ, ALPHONSE CHAUTEMPS, COUCOUREUX, PIERRE DE COURTOIS, DESJARDINS, MARX DORMOY, FRANÇOIS EYNARD, FIANCETTE, MANUEL FOURCADE, FRANÇOIS-SAINTE-MAUR, GAUTIER, GIACOBBI, GOIRAND, EDMONT HANNOTIN, LEFAS, ANDRÉ MALLARMÉ, PIERRE MASSE, MAULION, FERNAND MONSACRÉ, JEAN ODIN, FRANÇOIS PITTIFERRANDI, CLÉMENT RAYNAUD, RENÉ RENOULT, VEYSSIÈRE, WARUSFEL. - La commission a nommé : *président* : M. PIERRE DE COURTOIS ; *vice-présidents* : MM. ARMAND CALMEL, MANUEL FOURCADE ; *secrétaires* : MM. JEAN BOIVIN-CHAMPEAUX, ROBERT BELMONT (*J. O.* du 26 janvier, p. 738).

Commission de la marine (nommée le 23 janvier, p. 45). – MM. ROBERT BELLANGER, LÉONUS BÉNARD, WILLIAM BERTRAND, COMTE DE BLOIS, LÉON BON, BRINGER, DE CAMAS, RENÉ COTY, CUTTOLI, VINCENT DELPUECH, ELBY, EVEN, LAURENT EYNAC, FRANÇOIS DU FRETAY, GASNIER-DUPARC, GIACOBBI, RENÉ GOUNIN, RENÉ HÉRY, JOSSE, LEBLANC, LE GORGEU, JEAN LEMAISTRE, LE MOIGNIC, LOUIS LOUIS-DREYFUS, PIERRE MICHEL, ALBERT OUVRÉ, PINAY, MARCEL PLAISANT, QUEINNEC, TONY RÉVILLON, EMILE ROUSSEL, ROUX-FREISSINENG, STOURM, HENRI TASSO, VEYSSIÈRE, VILLAULT-DUCHESNOIS. - La commission a nommé : *président* : M. LE GORGEU ; *vice-présidents* : MM. VEYSSIÈRE, LE COMTE DE

BLOIS ; *secrétaires* :
MM. GIACOBBI, VINCENT
DELPUECH (*J. O.* du 26 janvier,
p. 738). – M. CABARD-
DANNEVILLE est ommé membre
en remplacement de
M. STOURM, décédé [5 mars],
p. 188. – MM. LEFAS et PITTI-
FERRANDI sont nommés
membres en remplacement de
MM. RENÉ COTY et LAURENT
EYNAC, démissionnaires
[25 avril], p. 324.

Commission des mines
(nommée le 23 janvier, p. 45). –
MM. ALBERTINI, ALEXANDRE
BACHELET, PAUL BACHELET,
GASTON BAZILE, PAUL BERSEZ,
BORGEOT, BROGLY, JOSEPH
BROM, BRUGUIER,
CAMBOULIVES, CORBEDAINE,
COUCOUREUX, COURNAULT,
VINCENT DELPUECH, DRIVET,
HENRI ELBY, FIANCETTE, DE
FONTAINES, GUILHEM, ERNEST
LABBÉ, LAVERGNE, LEDERLIN,
LEFEBVRE DU PREY, VICTOR
LOURTIES, JEAN MAROGER,
PIERRE MASSE, GEORGES
MAURICE, MIREAUX, EUGÈNE
MULLER, PAVIN DE LAFARGE,
PELLETIER, PIERRE-ROBERT
POINTAIRE, JEAN TAURINES,
GEORGES ULMO, FRANÇOIS DE
WENDEL. – La commission a
nommé : *président* :
M. GASTON BAZILE ; *vice-*
présidents : MM. PIERRE-
ROBERT, COUCOUREUX ;
secrétaires : MM. BORGEOT,
BROM (*J. O.* du 26 janvier,
p. 738). – M. GAILLEMIN est
nommé membre en
remplacement de M. JEAN
MAROGER, démissionnaire
[25 avril], p. 324.

**Commission des travaux
publics** (nommée le 23 janvier,
p. 45). – MM. EUGÈNE
AZÉMAR, PAUL BACHELET,
GASTON BAZILE, BELS, PAUL
BERSEZ, WILLIAM BERTRAND,
ANTOINE BORREL, YVES
BOUGUEN, BRAISE, BRASSEAU,
BRINGER, BRUGUIER,
CAMBOULIVES, AUGUSTE

CHAMBONNET, EUGÈNE
CHANAL, LOUIS COURROT,
VINCENT DELPUECH, DRIVET,
PAUL FLEUROT, DE FONTAINES,
GORÉ, GUÉRIN, GUYONNET,
EDMOND HANNOTIN, HARENT,
JOSSE, DE KERGARIOU,
J. LOUBET, JEAN MAROGER,
MOLLARD, MONSSERVIN,
ANDRÉ MORIZET, JEAN ODIN,
PAVIN DE LAFARGE, FRANÇOIS
PITTI-FERRANDI, THIBAUT. –
La commission a nommé :
président : M. MOLLARD ; *vice-*
présidents : MM. ANTOINE
BORREL, GASTON BAZILE ;
secrétaires : MM. BRINGER,
JEAN MAROGER (*J. O.* du
26 janvier, p. 738).

COMMUNICATIONS. –
Lettre de M. le président de la
Chambre des députés faisant
connaître la constitution du
bureau de la Chambre des
députés pour l'année 1940. –
Communication relative à la
nomination des commissions
générales et de la commission
des finances. Fixation au mardi
23 janvier de la date de leur
nomination. – Communication
relative à la nomination des
commissions prévues à l'article
17 du règlement : commission
de comptabilité, commission
des pétitions. Fixation au mardi
23 janvier de la date de leur
nomination [12 janvier], p. 10.
– Lettre de M. le président du
conseil à M. le président du
Sénat demandant au Sénat de
constater la déchéance de
M. Marcel Cachin, sénateur de
la Seine, n° 13. Fixation, au
mardi 6 février, de la réunion
dans les bureaux pour la
nomination d'une commission
d'examen de neuf membres [1^{er}
février], p. 50. –
Communication de M. le
procureur général près la cour
de cassation relative au parquet
de la cour de justice. (Procureur
général : M. Caous ; avocats
généraux : MM. Lagarde et

Gomien) [6 février], p. 70. –
Communication de M. le
ministre de l'éducation
nationale portant avis d'une
vacance de sénateur au conseil
de la caisse nationale des
monuments historiques.
Election fixée à une prochaine
séance [20 février], p. 104. –
Communications des
commissions de l'armée, de
l'air et de la marine. Demande
de réunion du Sénat en comité
secret : M. Bienvenu-Martin.
Renvoi au mardi 16 avril de la
discussion des communications
et interpellations inscrites à
l'ordre du jour [10 avril],
p. 309.

**COMMUNICATIONS DU
GOUVERNEMENT.** –
Déclaration ministérielle lue par
M. Camille Chautemps, *vice-*
président du conseil, ministre
de la coordination, n° 67
[22 mars], p. 283. – M. Paul
Reynaud, *président du conseil,*
ministre des affaires étrangères,
fait une communication relative
aux événements qui se
déroulent dans le Nord de
l'Europe [10 avril], p. 308. –
M. Paul Reynaud, *président du*
conseil, ministre des affaires
étrangères, fait une nouvelle
communication sur les
événements de Norvège
[16 avril], p. 312. – M. Paul
Reynaud, *président du conseil,*
ministre de la défense nationale
et de la guerre, fait une
déclaration sur la situation
militaire [21 mai], p. 335.

**CONCESSIONNAIRES
DE SERVICES PUBLICS.** –
Dépôt d'un projet de loi, adopté
par la Chambre des députés,
portant ratification du décret du
12 novembre 1938 concernant
la nationalité des
concessionnaires de services
publics. Renvoi à la
commission des travaux

publics, n° 37 [27 février], p. 147.

CONDUITE DE LA GUERRE. – VOIR INTERPELLATIONS, 6, 9. – RÉSOLUTIONS, 10.

COUR DE JUSTICE. – Communication de M. le procureur général près la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice. (Procureur général : M. Caous ; avocats généraux : MM. Lagarde et Gomien) [6 février], p. 70. – Résultat du deuxième tour de scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Cour de justice en cas d'empêchement du président : M. Jean Valadier, élu [8 février], p. 80.

COUR DE JUSTICE (Commission d'instruction). – Résultat du deuxième tour de scrutin pour la nomination des neuf membres de la commission d'instruction de la Cour de justice : MM. René Héry, Henry Merlin, Pierre de Courtois, Monsservin, Louis Linyer, Armand Calmel, Maulion, Manuel Fourcade, Pézières, élus. – Résultat du deuxième tour de scrutin pour la nomination des cinq membres suppléants de la commission d'instruction de la Cour de justice : MM. J. Loubet, Caillier, Boivin-Champeaux, Delthil, Gautherot, élus [8 février], p. 80.

CREANCES HYPOTHECAIRES ET PRIVILEGIEES. – VOIR COLONIES, 1.

CREDITS.
1 – **Crédit supplémentaire.** – **Dépenses administratives de la Chambre des députés (Exercice 1939).** – Projet de loi concernant l'ouverture d'un

crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1939. – Voir Table de 1939, p. 42. – Promulgation : Loi du 15 janvier 1940 (*J. O.* du 16 janvier, p. 442).

2 – **Crédits supplémentaires (Exercice 1939).** – **Approbation de décrets.** – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1939 au titre du budget général et des budgets annexes ; 2° approbation de décrets pris en application des articles 6 et 7 du décret du 24 mai 1938. Renvoi à la commission des finances, n° 26 [20 février], p. 121. – M. Abel Gardey dépose le rapport n° 30 [22 février], p. 138. – Discussion. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Abel Gardey, rapporteur général de la commission des finances. Discussion des articles : Art. 1^{er} (état A). – Adoption. Art. 2 (état B). – Adoption. Art. 3 à 12. – Adoption. Art. 12 *bis* : M. Paul Reynaud, ministre des finances. – Adoption de l'article modifié. Art. 13 et 14. – Adoption. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [29 février], p. 173. – Promulgation : Loi du 5 mars 1940 (*J. O.* du 6 mars, p. 1662).

3 – **Défense nationale.** – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° autorisation d'engagement de dépenses ; 2° ouverture de crédits de paiement au titre du deuxième trimestre de l'année 1940, pour les besoins de la défense nationale. Renvoi à la commission des finances, n° 59 [14 mars], p. 244. – Demande de discussion immédiate.

Observation de M. Joseph Caillaux, président de la commission des finances. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 68. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion des articles : Art. 1^{er} (état A). – Adoption. Art. 2. – Adoption. Art. 3 (état B). – Adoption. Art. 4. – Adoption. Art. 5 (état C). – Adoption. Art. 6 et 7. – Adoption. Art. 8 : M. Josse. – Adoption. Art. 9. – Adoption. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [22 mars], p. 284. – Promulgation : Loi du 22 mars 1940 (*J. O.* du 23 mars, p. 2162).

4 – **Exposition de Milan.** – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au budget des beaux-arts, pour l'exercice 1940, d'un crédit de 500.000 fr. en vue de la participation de la France à l'exposition triennale de Milan. Renvoi à la commission des finances, n° 86. Demande de discussion immédiate. M. Mario Roustan dépose et lit le rapport n° 91. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion des articles : Art. 1^{er} et 2. – Adoption. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [25 avril], p. 324, 325. – Promulgation : Loi du 6 mai 1940 (*J. O.* du 8 mai, p. 3398).

5 – **Transports routiers.** – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits et prévision de recettes au titre du service des transports routiers d'intérêt national. Renvoi à la commission des finances, n° 93. Demande de discussion immédiate. M. François Milan dépose et lit le rapport n° 94.

Déclaration de l'urgence.
Discussion immédiate
ordonnée. Discussion des
articles : Art. 1^{er} et 2. –
Adoption. Adoption au scrutin
de l'ensemble du projet de loi
[25 avril], p. 326. –
Promulgation : Loi du 3 mai
1940 (*J. O.* du 5 mai, p. 3270).

D

DECHEANCE DES ELUS COMMUNISTES.

1 – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, prononçant la déchéance de certains élus. – Observations de MM. François Labrousse et Charles Reibel. – Renvoi du projet de loi à la commission relative à l'élection et à la durée du mandat des députés, nommée le 3 juillet 1924, et, pour avis, à la commission de législation civile et criminelle, n° 3 [18 janvier], p. 17. Demande de discussion immédiate. M. Achille Naudin dépose et lit le rapport n° 8. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Avis de la commission de législation civile et criminelle présenté par M. Manuel Fourcade, vice-président de la commission. Discussion générale :

MM. Jacques Bardoux, Charles Reibel, Fiancette, Maulion, Pierre Chaumié, Alexandre Bachelet, Josse, Marx Dormoy et Camille Chautemps, vice-président du conseil. Discussion des articles : Art. 1^{er} : Adoption du début de l'article 1^{er} jusqu'aux mots « de son mandat ». Amendement additionnel de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues. – Retrait. Adoption de la suite de l'article 1^{er} jusqu'aux mots « rendues publiques ». Amendements connexes de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues, de M. Gautherot et de M. Desjardins sur les mots « à la date du 26 octobre 1939 » : MM. Gautherot, Desjardins et Lancien, président de la commission. – Rejet, au scrutin. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2. MM. Lancien, président de la commission, et Camille Chautemps, vice-président du conseil. Adoption de l'article. Art. 3 : amendement de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues ; MM. Jacques Bardoux et Camille Chautemps, vice-

président du conseil. – Retrait. Adoption de l'article. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 janvier], p. 24. – Promulgation : Loi du 20 janvier 1940 (*J.O.* du 21 janvier, p. 602).

2 – Dépôt d'une proposition de loi de M. Maulion et plusieurs de ses collègues portant privation de l'exercice des droits politiques pour les élus déchus de leur mandat par application de la loi du 20 janvier 1940 et pour les citoyens condamnés en vertu du décret du 26 septembre 1939. Renvoi à la commission relative à l'élection et à la durée du mandat des députés, nommée le 3 juillet 1924, n° 12 [1^{er} février], p. 50. – M. Achille Naudin dépose le rapport n° 29 [22 février], p. 128. – 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Achille Naudin, rapporteur ; Maulion, Gautherot, le président et Monsservin. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [19 mars], p. 268.

DECHEANCE D'UN SENATEUR.

– Lettre de M. le président du conseil à M. le président du Sénat demandant au Sénat de constater la déchéance de M. Marcel Cachin, sénateur de la Seine, n° 13. – Fixation au 6 février de la réunion dans les bureaux pour la nomination d'une commission d'examen de neuf membres [1^{er} février], p. 50. – Commission :

MM. CHAMBONNET, CUTTOLI, LANCIEN, PIERRE LAUTIER, MONSSERVIN, ACHILLE NAUDIN, SIGRIST, TAURINES, TURBAT (*J. O.* du 7 février, p. 1020). – *Président* : M. Monsservin ; *secrétaire* : M. Achille Naudin (*J. O.* du 8 février, p. 1040). – M. Achille Naudin dépose le rapport n° 28 [22 février], p. 128. – Discussion : MM. Achille Naudin, rapporteur ; Monsservin, président de la commission ; le président et Marx Dormoy. – Le Sénat prononce la déchéance de M. Marcel Cachin, sénateur de la Seine [29 février], p. 170.

DEFENSE NATIONALE.

– Demandes de dépôt de rapports par les présidents des commissions de l'armée, de l'air et de la marine (art. 35 de la loi du 11 juillet 1938) : MM. Daniel-Vincent, président de la commission de l'armée ; Camille Chautemps, vice-président du conseil, et le président [9 avril], p. 293. – Communications des commissions de l'armée, de l'air et de la marine. Demande de réunion du Sénat en comité secret : M. Bienvenu-Martin. Renvoi au mardi 16 avril de la discussion des communications et interpellations inscrites à l'ordre du jour [10 avril], p. 309. – Communication des commissions de l'armée, de l'air et de la marine. Demande de réunion du Sénat en comité secret. – Adoption. Suspension de la séance publique et réunion du Sénat en comité secret. Reprise de la séance publique le jeudi 18 avril. Observation de M. le Président et de M. Paul Reynaud, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Ajournement de la discussion des interpellations de MM. Paul Bénazet, Charles Reibel, Henri Elby, Victor Lourties, Delesalle, Maurice Dormann, Georges Portmann, Jacques Bardoux, Jean Neyret et André Morizet précédemment déposées [16 avril], p. 312.

Voir CRÉDITS, 3.
– INTERPELLATIONS, 6, 8.

DOUANES.

EXPORTATIONS

1 – Ferrailles.

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 15 décembre 1936, portant suppression de la prohibition d'exportation des ferrailles et l'établissement d'un droit de sortie sur les ferrailles et les décrets des 17 décembre 1936 et 26 janvier 1937 fixant le taux du droit de sortie. – Voir Table de 1939, p. 43. – Promulgation : Loi du 30 janvier 1940 (*J. O.* du 2 février, p. 878).

2° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification des décrets des 31 août 1937 et 30 septembre 1937 relatifs au régime douanier applicable à l'exportation des ferrailles. – Voir Table de 1939, p. 43. – Promulgation : Loi du 30 janvier 1940 (*J.O.* du 2 février, p. 878).

2 – **Tabacs.** – Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ratifiant le décret du 31 octobre 1938 qui a abrogé le décret du 1^{er} avril 1936 prohibant l'exportation des tabacs fabriqués. Renvoi à la commission des douanes, n° 14 [6 février], p. 70.

TARIF

3 – **Tarifification de divers produits.**

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 août 1937 qui a modifié la tarification douanière de certains produits. – Voir Table de 1939, p. 44. – Promulgation : Loi du 30 janvier 1940 (*J. O.* du 2 février, p. 878).

2° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière de divers produits. – Voir Table de 1939, p. 44. – Promulgation : LOI du 30 janvier 1940 (*J. O.* du 2 février, p. 878).

4 – **Segments de piston.** – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 26 novembre 1937 qui a modifié le régime douanier des segments de piston. – Voir Table de 1939, p. 44. – Promulgation : Loi du 30 janvier 1940 (*J. O.* du 2 février, p. 878).

5 – **Tuyaux en amiantement.** – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 11 décembre 1937 modifiant la tarification douanière des tuyaux en amiantement. – Voir Table de 1939, p. 44. – Promulgation : Loi du 18 février 1940 (*J. O.* du 22 février, p. 1322).

6 – **Produits textiles.** – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 décembre 1937 portant modification de la tarification douanière de divers produits textiles. – Voir Table de 1939, p. 45. – Promulgation : Loi du 18 février 1940 (*J. O.* du 22 février, p. 1322).

7 – **Peaux de lapin.** – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 17 juin 1938 relatif aux droits de douane sur les peaux de lapins teintes et lustrées. Renvoi à la commission des douanes, n° 35 [27 février], p. 146.

TAXES

8 – **Importateurs d'oignons frais.** – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 25 mars 1937 modifiant les taxes auxquelles sont assujettis les bénéficiaires d'autorisations d'importation d'oignons frais. Renvoi à la commission des douanes, n° 6 [19 janvier], p. 24.

9 – **Importateurs de bananes.** – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 21 décembre 1935 portant réduction de la taxe à laquelle sont assujettis les importateurs de bananes étrangères. Renvoi à la commission des douanes, n° 9 [19 janvier], p. 24.

VOIR TRANSITAIRE EN DOUANE.

DROITS DE QUAI. – Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 12 novembre 1938 relatif au relèvement des droits de quai et des taxes de péage. Renvoi à la commission des travaux publics et, pour avis, à la commission des finances, n° 43 [5 mars], p. 187.

DROITS POLITIQUES (Privation des). – Voir DÉCHÉANCE DES ÉLUS COMMUNISTES, 2.

E

ELECTION SENATORIALE. –

M. René Converset dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Charente-Inférieure. - Admission de M. SCLAFER [12 mars], p. 222.

ELUS COMMUNISTES. –
Voir DÉCHÉANCE DES ÉLUS COMMUNISTES.

ENFANTS ASSISTÉS. – Voir MINEURS, 2.

**ENTR'AIDE
OBLIGATOIRE DANS LES
COMMUNES RURALES. –**
Voir RÉOLUTIONS, 5.

EXPORTATIONS. – Voir DOUANES, 1,2.

EXPOSITION DE MILAN. –
Voir CRÉDITS, 4.

F

FERRAILLES. – Voir
DOUANES, 1.

**FINLANDE (Evénements
de).** – Voir INTERPELLATIONS, 6.

**FRAIS D'ENTRETIEN ET
DE PLACEMENT DES
MINEURS.** – Voir MINEURS, 1.

G

GUADELOUPE. – Voir
COLONIES, 2.

H

HAUT COMMANDEMENT
(Organisation du). – Voir
INTERPELLATIONS, 6.

I

IMPORTATIONS. – Voir DOUANES, 8, 9.

INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES. – Proposition de loi de M. Duplantier ayant pour objet de compléter l'article 88 de la loi du 30 décembre 1928 (incompatibilités parlementaires). – Voir Table de 1934, p. 81. – Vote de la question préalable [29 février], p. 170.

INTERPELLATIONS.

1 – **Politique économique.** – **Commerce extérieur.** – Rappel de deux demandes d'interpellation dont la jonction avait été primitivement décidée : la 1^{re} de M. René Hachette, sur les résultats déjà obtenus et ceux à attendre de l'application des principes qui ont présidé à l'organisation économique du pays en temps de guerre et sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour adapter la vie nationale aux circonstances actuelles ; la 2^e, de M. Caillier, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, et la politique qu'il entend suivre, une fois strictement satisfaits les besoins de la défense nationale et ceux du ravitaillement général, pour sauvegarder en temps de guerre nos débouchés commerciaux extérieurs et même pour les élargir, dans toute la mesure où les circonstances internationales le permettront. Observation de M. René Hachette. Fixation de la date de discussion au 1^{er} février [12 janvier], p. 11. – Ajournement de la discussion. Observations de M. le président et de M. René Hachette. Fixation de la discussion des interpellations au 15 février [1^{er} février], p. 50. – Discussion. Décrets désignant des commissaires du Gouvernement. MM. Hachette et Caillier. Renvoi de la suite de la discussion au 22 février [15 février], p. 84 et suiv. – Suite de la discussion : MM. Maulion, Georges Portmann, Mario Roustain, Henri Queuille, ministre de l'agriculture ; René

Hachette, Ulysse Fabre, Jean Maroger et Gautherot. Renvoi de la suite de la discussion au 29 février [22 février], p. 128 et suiv. – Suite de la discussion : MM. Mireaux et Josse. Renvoi de la suite de la discussion au 7 mars [29 février], p. 179. – Suite de la discussion : MM. Toy-Riont, Gaston Rogé, François de Wendel, Victor-Constant, Henri Elby, Fernand Gentin, ministre du commerce ; Daniel Serruys, haut-commissaire à l'économie nationale, et René Hachette. Ordre du jour de MM. René Hachette, Caillier, Marcel Donon, Bender, Ulysse Fabre, Georges Portmann, Mario Roustain, Maroger, Maulion, Gaston Rogé, Toy-Riont, François de Wendel, Mireaux et Victor Constant. – Adoption [7 mars], p. 204 et suiv.

2 – **Service de santé militaire.** – Demande d'interpellation de M. Lefas sur la nécessité d'adapter à la prolongation de la guerre les ressources du service de santé militaire en personnel et en locaux. Fixation ultérieure de la date de discussion. [18 janvier], p. 18. – Sur la fixation de la date de la discussion : MM. Lefas et Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre. Fixation au jeudi 8 février [1^{er} février], p. 50. – Discussion. Observations de MM. Lefas et René Besse, ministre des anciens combattants et pensionnés. Ajournement de la discussion au 20 février [8 février], p. 78. – Discussion. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion : MM. Lefas, Georges Portmann, Antoine Borrel, Justin Godard, Albert Peyronnet, Yves Bouguen, Raymond Martin, le général Hirschauer, Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre, et Josse. Ordre du jour de MM. Lefas, Albert Peyronnet, Georges Portmann, Antoine Borrel, Bouguen et Raymond Martin. Ordre du jour de MM. Camboulives, Carrère et Garrigou. Ordre du jour pur et simple de M. Auguste Mounié :

MM. Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre, et Lefas. Adoption de l'ordre du jour pour et simple [20 février], p. 104 et suiv.

3 – **Agriculture.** – Demande d'interpellation de M. Veyssière sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner à l'agriculture française les moyens indispensables à l'accomplissement de la tâche qui lui incombe pendant la guerre. Fixation de la date de discussion à la suite de la discussion des interpellations jointes de M. René Hachette et de M. Caillier, antérieurement fixée au jeudi 1^{er} février [23 janvier], p. 44. – Discussion. Décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion : MM. Veyssière, Maurice Dormann, Sigrist, René Hachette, Guilhem, Albert Ouvré, Patizel, Hippolyte Ducos, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre ; Babaud-Lacroze, le comte Louis de Blois, Monsservin, Josse, Ernest Labbé et Harent. Ordre du jour de MM. Victor Constant, Anatole Manceau et Jean Boivin-Champeaux. – Adoption [1^{er} février], p. 51.

4 - Menées hitléro-communistes.

1° Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur le rôle de la justice dans la répression des menées hitléro-communistes. Fixation ultérieure de la date de discussion [8 février], p. 78.

2° Demande d'interpellation de M. Charles Reibel sur l'insuffisance des mesures prises contre les menées hitléro-communistes et, en particulier, sur les conditions dans lesquelles a pu se soustraire à la justice française un ancien membre d'un gouvernement étranger qui était l'objet de poursuites pénales devant un tribunal correctionnel et deux tribunaux militaires. Fixation de la discussion au 7 mars [22 février], p. 128, 142. –

Fixation de la discussion au 19 mars [14 mars], p. 244. – Discussion : MM. Charles Reibel, Albert Peyronnet, J.-P. Rambaud, Albert Sarraut, ministre de l'intérieur ; Josse, Jacques Bardoux, Fiancette, le comte Louis de Blois, Sigrist et Camboulives. Vote de l'ordre du jour pur et simple [19 mars], p. 253 et suiv.

5 – **Artisans ruraux des classes 1912 à 1915.** – Demande d'interpellation de M. Harent sur la récente circulaire en ce qui concerne les artisans ruraux appartenant aux classes 1912 à 1915 et sur l'organisation économique de la production métropolitaine. Fixation ultérieure de la date de discussion [8 février], p. 80.

6 – **Événements de Finlande. – Conduite de la guerre. – Politique générale du Gouvernement.** – Demandes d'interpellation : 1° de M. Camille Ferrand sur la politique générale du Gouvernement et le problème des effectifs ; 2° de M. Henri Laudier, sur l'aide apportée par les Alliés à la Finlande et sur l'issue de la guerre russo-finlandaise ; 3° de M. Paul-Boncour, sur les causes et les conséquences des événements de Finlande et les enseignements qu'ils comportent pour la conduite de la guerre. – Rappel de demandes d'interpellation précédemment déposées : 1° de M. Charles Reibel, sur l'organisation du haut commandement des forces terrestres et aériennes ; 2° de M. Jacques Bardoux, sur les raisons pour lesquelles la Société des nations n'a pas été saisie des bombardements aériens contre la population civile en Finlande, des destructions de navires neutres et du meurtre de leurs équipages, ainsi que des atrocités effarantes dont sont victimes les Tchèques et les Polonais, et n'a point été convoquée en vue d'appliquer des sanctions, pour le moins économiques et financières, contre Staline et Hitler ; 3° de M. Henry Lémery, sur la politique de guerre du Gouvernement ; 4° de M. Pierre Laval, sur la conception du Gouvernement de la conduite diplomatique de la guerre :

MM. Henri Laudier, Edouard Daladier, président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères ; Charles Reibel, Pierre Laval et Henry Lémery. Demande, par M. Pierre Laval, de réunion du Sénat en comité secret (art. 45 du règlement du Sénat) : M. Pierre Laval. – Nouvelles demandes d'interpellation : 1° de M. Charles Reibel, sur la conduite de la guerre ; 2° de M. Henri Sellier, sur les mesures urgentes et indispensables de nature à assurer l'organisation du Gouvernement qu'imposent les nécessités de guerre et l'introduction des notions de compétence et de responsabilité dans le fonctionnement des services essentiels à la vie civile et à la défense militaire du pays. Observation de M. Camille Ferrand. – Discussion immédiate des interpellations de MM. Henry Lémery, Pierre Laval, Henri Laudier, Paul-Boncour, Charles Reibel (dernière déposée) ordonnée. Demande de réunion du Sénat en comité secret (application de l'article 45 du règlement du Sénat) par MM. Pierre Laval, Albert Peyronnet, Mario Roustan, Loubat et Lavergne. Décision du Sénat de se réunir en comité secret. Suspension de la séance. Reprise de la séance le vendredi 15 mars. Ordre du jour de MM. Bienvenu-Martin, Paul Jourdain, Léon Bérard et de Monti de Rezé. Adoption à main levée de la première partie de l'ordre du jour. Adoption au scrutin de la fin de l'ordre du jour. Adoption de l'ensemble de l'ordre du jour [14 mars], p. 242.

7 – **Ministère des postes et télégraphes.** – Demande d'interpellation de M. Jean Philip sur les graves inconvénients du maintien en province de services importants du ministère des postes, télégraphes et téléphones. Fixation ultérieure de la date de discussion [19 mars], p. 252.

8 – **Défense nationale.** – Demandes d'interpellation : 1° de M. Henri Elby sur la création de certains camps d'aviation ; 2° de M. Paul Bénazet, sur les méthodes et le programme d'action du Gouvernement ; 3° de M. Charles

Reibel, sur l'organisation du haut commandement des forces terrestres et aériennes. Observations de MM. Daniel-Vincent, président de la commission de l'armée ; Paul Bénazet et Charles Reibel. Jonction des trois interpellations et fixation de la date de discussion au 9 avril 1940 [24 mars], p. 284. – Ajournement de la discussion des trois interpellations au 10 avril. – Nouvelles demandes d'interpellation de : 1° M. Victor Lourties, sur l'insuffisance grave de la production forestière par rapport aux besoins de la nation en guerre, sur les causes réelles de cet état de choses et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, dans le plus bref délai, pour y remédier ; 2° M. Delesalle, sur la politique d'armement que compte suivre le Gouvernement ; 3° M. Maurice Dormann, sur la politique générale du Gouvernement en ce qui concerne la manière dont il entend concilier les besoins de la défense nationale et les intérêts économiques du pays ; 4° M. Georges Portmann, sur l'organisation et le fonctionnement du service de santé militaire ; 5° M. Jacques Bardoux, sur la manière dont ont été comprises et sur les conditions dans lesquelles pourraient jouer les garanties données par la France à des Etats balkaniques et à la Belgique ; 6° M. Jean Neyret sur la politique du Gouvernement concernant nos fabrications de matériels de guerre et les moyens qu'il envisage pour les intensifier ; 7° M. André Morizet sur l'organisation de la défense passive. Sur la fixation de la date de discussion : MM. Jacques-Louis Dumesnil, Victor Lourties, Delesalle, Maurice Dormann, Georges Portmann, Jacques Bardoux, Neyret et André Morizet. Fixation de la discussion au 10 avril [9 avril], p. 293. – Ajournement de la discussion au 16 avril [10 avril], p. 309. – Ajournement de la discussion des interpellations [16 avril], p. 312.

9 – **Conduite de la guerre.** – Demande d'interpellation de M. Jacques-Louis Dumesnil, sur la

manière dont le président du conseil entend conduire la guerre jusqu'à la victoire totale et, selon sa propre déclaration « susciter, rassembler, diriger toutes les énergies françaises pour combattre et pour vaincre, écraser la trahison d'où qu'elle vienne », en s'appuyant sur une majorité d'une voix qu'il n'a obtenue, outre les suffrages des membres du Gouvernement, que grâce au concours des députés communistes qui ont échappé à la déchéance. Fixation ultérieure de la date de discussion [9 avril], p. 293.

L

LABOURS DE PRINTEMPS. – Voir RÉSOLUTIONS, 5.

LITHOPONE – Voir BLANC DE ZINC.

LOCATIONS EN MEUBLE. – Voir LOYERS ET FERMAGES, 3.

LOCAUX D'HABITATION ET PROFESSIONNELS. – Voir LOYERS ET FERMAGES, 4.

LOGEMENT DES OFFICIERS. – Voir RÉSOLUTIONS, 9.

LOGEMENT DES TRAVAILLEURS AGRICOLES. – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 17 juin 1938 relatif à l'amélioration du logement des travailleurs agricoles. – Voir Table de 1939, p. 55. – M. Escande dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 40 [29 février], p. 170.

LOI DU 14 JUILLET 1905. – Voir ASSISTANCE AUX VIEILLARDS.

LOI DU 1^{ER} AVRIL 1923. – Voir RÉSOLUTIONS, 2.

LOI DU 28 FEVRIER 1933. – Voir REFUS COLLECTIF DE L'IMPÔT.

LOI DU 20 JANVIER 1940. – Voir DÉCHÉANCE DES ÉLUS COMMUNISTES.

LOIS CONSTITUTIONNELLES (Révision des). – Dépôt d'un projet de résolution tendant à réviser les lois constitutionnelles. Renvoi à la commission de législations, n° 98. – M. Boivin-

Champeaux dépose et lit le rapport n° 101. – Observations de M. Pierre Laval, *vice-président du conseil*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale : MM. Alfred Brard, le comte Louis de Blois. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de résolution [9 juillet], p. 352. – Voir *le compte rendu de la séance de l'Assemblée nationale du 10 juillet 1940, à la fin du volume*.

LOYERS ET FERMAGES

1 – **Décret-loi du 26 septembre 1939.** – Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier et à compléter le décret-loi du 26 septembre 1939 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en temps de guerre. Renvoi à la commission de législation, n° 31 [27 février], p. 146.

2 – **Moratoire aux mobilisés.** – Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder aux mobilisés un moratoire pour le paiement du montant de leur loyer. – Voir Table de 1939, p. 56. – Vote de la question préalable [29 février], p. 170.

3 **Locations en meublé.** – Proposition de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger la loi du 20 juillet 1924, modifiée par les lois des 1^{er} avril 1926 et 29 juin 1929, prohibant le changement de destination des locaux affectés à l'habitation et réglant les locations en meublé. – Voir Table de 1939, p. 56. – Vote de la question préalable [29 février], p. 170.

4 – **Locaux d'habitation et professionnels.** – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, reportant au 1^{er} janvier 1941 l'expiration de prorogations de jouissance et des augmentations de loyer des locaux à usage d'habitation et professionnels. Renvoi à la commission de législation, n° 71 [9 avril], p. 292. – Demande de discussion immédiate. M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport

n° 83. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Albert Sérol, garde des sceaux, ministre de la justice, Babaud-Lacroze, Georges Pernot, le général Hirschauer et Pierre de Courtois, président de la commission de législation. Discussion des articles : Art. 1^{er}. – Adoption. Art. 1^{er} bis. – Adoption. Art. 2 : MM. Albert Peyronnet et Pierre de Courtois, président de la commission. – Adoption. Art. 3. – Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [16 avril], p. 312, 313. – Promulgation : Loi du 24 avril 1940 (*J. O.* des 29 et 30 avril, p. 3158). – Rectificatif : *J. O.* du 1^{er} mai, p. 3182).

M

MAGASINS A PRIX UNIQUE.

- Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de proroger la loi du 22 mars 1936 interdisant l'ouverture de nouveaux magasins à prix unique. Renvoi à la commission du commerce, n° 70 [9 avril], p. 292. - Demande de discussion immédiate. M. Caillier dépose et lit le rapport n° 90. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [25 avril], p. 325.

MARIAGE (Prohibitions de).

- Voir COLONIES, 2.

MARIAGE PAR PROCURATION DES MOBILISES.

- Dépôt d'un projet de loi complétant et modifiant les dispositions du décret du 9 septembre 1939 ayant pour objet de permettre en temps de guerre le mariage sans comparution personnelle des militaires et marins présents sous les drapeaux. Renvoi à la commission de législation, n° 16 [6 février], p. 70. - Demande de discussion immédiate. M. Edmond Hannotin dépose et lit le rapport n° 20. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles : Art. 1^{er} : M. Pierre de Courtois, président de la commission de législation. Art. 2 : M. Pierre de Courtois, président de la commission de législation - Adoption. Art. 3. - Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Observation de M. Pierre de Courtois, président de la commission de législation [8 février], p. 78. - Promulgation : loi du 5 mars 1940 (*J. O.* du 7 mars, p. 1694).

MARINE MILITAIRE.

1 - **Cadres.** - Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 12 avril 1939 relatif aux cadres de la

marine militaire. Renvoi à la commission de la marine, n° 54 [14 mars], p. 242

2 - **Recrutement.** -

Réserves. - Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 27 mars 1939 portant modification à la loi du 13 décembre 1932 sur le recrutement de l'armée de mer et l'organisation de ses réserves. Renvoi à la commission de la marine, n° 55 [14 mars], p. 242.

3 - **Effectifs budgétaires.** -

1° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 27 mars 1939 fixant l'effectif budgétaire des équipages de la flotte. Renvoi à la commission de la marine, n° 56 [14 mars], p. 242.

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 20 mai 1939 fixant l'effectif budgétaire des équipages de la flotte. Renvoi à la commission de la marine et, pour avis, à la commission des finances, n° 79 [10 avril], p. 308.

4 - **Mise en chantier d'un sous-marin.** - Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 24 juin 1939 autorisant la mise en chantier d'un sous-marin destiné à remplacer le *Phénix*. Renvoi à la commission de la marine et, pour avis, à la commission des finances, n° 77 [10 avril], p. 308.

5 - **Programme naval.** - Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 12 avril 1939 autorisant la mise en chantier ou l'acquisition d'unités au titre du programme naval. Renvoi à la commission de la marine et, pour avis, à la commission des finances, n° 78 [10 avril], p. 308.

6 - **Rétablissement d'une cinquième région maritime.** - Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 20 mai 1939 portant rétablissement d'une cinquième région maritime. Renvoi à la

commission de la marine et, pour avis, à la commission des finances, n° 80 [10 avril], p. 308.

MARTINIQUE. - Voir COLONIES, 2.

MENEES

COMMUNISTES. - Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Reibel ayant pour objet de punir de mort la propagation des mots d'ordre de la troisième internationale et le « freinage » dans les usines de guerre. Renvoi à la commission de législation, n° 76 [9 avril], p. 292.

Voir INTERPELLATIONS, 4.

MINEURS

1 - Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 17 juin 1938 portant extension aux mineurs de treize à dix-huit ans des dispositions relatives aux frais d'entretien et de placement à la charge des familles. Renvoi à la commission de législation, n° 33 [27 février], p. 146.

2 - Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 17 juin 1938 relatif aux mesures concernant les mineurs vagabonds et le domicile de secours des enfants assistés. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 82 [10 avril], p. 309.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

- Voir INTERPELLATIONS, 7.

MINISTERE DU 10 AVRIL 1938 (3^e cabinet Edouard Daladier). - Démissionnaire le 20 mars 1940.

MINISTERE DU 21 MARS 1940 (cabinet Paul Reynaud).

- Présidence du conseil et affaires étrangères : M. Paul Reynaud, député. - Sous-secrétaire d'Etat (affaires étrangères) : M. Champetier de Ribes, sénateur. - Vice-présidence du conseil et coordination : M. Camille Chautemps, sénateur. Sous-secrétaire d'Etat (coordination, service des réfugiés) : M. Robert

Schumann, député. – Défense nationale et guerre : M. Edouard Daladier, député. Sous-secrétaire d'Etat : M. Hippolyte Ducos, député. – Marine militaire : M. César Campinchi, député. Sous-secrétaire d'Etat : M. J. Le Cour Grandmaison, député (démissionnaire le 22 mars 1940). – Air : M. Laurent Eynac, sénateur. Sous-secrétaire d'Etat (fabrications de l'air) : M. Mény. – Armement : M. Raoul Dautry. Sous-secrétaire d'Etat : M. François Blanchon, député. – Ravitaillement : M. Henri Queuille, sénateur. – Information : M. L.-O. Frossard, député. – Sous-secrétaire d'Etat : M. André Février, député. – Colonies : M. Georges Mandel, député. – Blocus : M. Georges Monnet, député. – Intérieur : M. Henri Roy, sénateur. Sous-secrétaire d'Etat : M. Louis Jacquinot, député. – Justice : M. Albert Sérol, député. – Finances : M. Lucien Lamoureux, député. Sous-secrétaire d'Etat (économie nationale) : M. René Hachette, sénateur ; Sous-secrétaire d'Etat : M. Joseph Laniel, député. – Education nationale : M. Albert Sarraut, sénateur. – Travaux publics : M. Anatole de Monzie, député. Sous-secrétaire d'Etat : M. Fabien Albertin, député. – Agriculture : M. Paul Thellier, député. – Commerce et industrie : M. Louis Rollin, député. Sous-secrétaire d'Etat : M. A. de La Grange, sénateur. – Travail : M. Charles Pomaret, député. – Anciens combattants et pensionnés : M. Albert Rivière, député. – Marine marchande : M. Alphonse Rio, sénateur. Sous-secrétaire d'Etat : M. Noël Pinelli, député. – Postes, télégraphes, téléphones et transmissions : M. Jules Julien, député. – Santé publique : M. Marcel Héraud, député (*J. O.* du 22 mars, p. 2134). – M. Paul Baudouin est nommé sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, secrétaire du cabinet de guerre (*J. O.* du 31 mars, p. 2342). – *Remaniement du 10 mai 1940* : MM. Louis Marin et Jean Ybarnégary, députés sont nommés ministres d'Etat (*J. O.* du 12 mai, p. 3502). – Démission de

sous-secrétaires d'Etat : MM. Champetier de Ribes (affaires étrangères), Hippolyte Ducos (guerre), Blanchon (armement), Jacquinot (intérieur), Laniel (finances), Albertin (travaux publics), Pinelli (marine marchande), Hachette (économie nationale), de La Grange (commerce). – *Remaniement du 18 mai 1940* : M. Paul Reynaud, président du conseil, est nommé ministre de la défense nationale et de la guerre, en remplacement de M. Edouard Daladier. – M. Edouard Daladier, ministre de la défense nationale et de la guerre, est nommé ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Paul Reynaud. – M. le maréchal Pétain est nommé ministre d'Etat, vice-président du conseil. – M. Georges Mandel, ministre des colonies, est nommé ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Henri Roy, démissionnaire. – M. Louis Rollin, ministre du commerce, est nommé ministre des colonies, en remplacement de M. Georges Mandel. – M. Léon Baréty, député, est nommé ministre du commerce, en remplacement de M. Louis Rollin (*J. O.* du 19 mai, p. 3702). *Remaniement du 5 juin 1940* : M. Paul Reynaud, président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre est nommé ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Edouard Daladier, démissionnaire. – M. Jean Prouvost est nommé ministre de l'information, en remplacement de M. L.-O. Frossard, démissionnaire. – M. L.-O. Frossard, député, est nommé ministre des travaux publics, en remplacement de M. de Monzie, démissionnaire. – M. Marcel Héraud, ministre de la santé publique, donne sa démission. – M. Georges Pernot, sénateur, est nommé ministre de la famille française. A ce titre, il a notamment les attributions de l'ancien ministre de la santé publique. – M. Yves Bouthillier, secrétaire général du ministère des finances, est nommé ministre des finances en remplacement de M. Lamoureux, démissionnaire. –

M. Yvon Delbos, député, est nommé ministre de l'éducation nationale en remplacement de M. Albert Sarraut, démissionnaire. – M. Paul Baudouin, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, secrétaire du cabinet de guerre et du comité de guerre, est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères. – M. le général de Gaulle est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre. – M. Février donne sa démission de sous-secrétaire d'Etat à l'information. – M. Février, député, est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics (*J. O.* du 6 juin 1940, p. 4294). – M. Chichery, député, est nommé ministre du commerce, en remplacement de M. Léon Baréty, démissionnaire (*J. O.* du 7 juin, p. 4326). – Cabinet démissionnaire le 16 juin 1940.

MINISTERE DU 16 JUIN 1940, CONSTITUE A BORDEAUX (cabinet Maréchal de France Ph. Pétain). – Présidence du conseil : M. le Maréchal Pétain. – Ministre d'Etat, vice-président du conseil : M. Camille Chautemps, sénateur. – Défense nationale : M. le général d'armée Weygand. – Justice : M. Frémicourt. – Affaires étrangères : M. Paul Baudouin. – Intérieur : M. Pomaret, député. – Finances et commerce : M. Yves Bouthillier. – Guerre : M. le général d'armée Colson. – Marine militaire et marine marchande : M. l'amiral de la flotte Darlan. – Air : M. le général Pujol. – Education nationale : M. Albert Rivaud. – Travaux publics et transmissions : M. L.-O. Frossard, député. – Agriculture et ravitaillement : M. Chichery, député. – Colonies : M. Albert Rivière, député. – Travail : M. André Février, député. – Anciens combattants et famille française : M. Ybarnégary, député (*J. O.* des 14, 15, 16, 17 juin 1940, p. 4447). – Sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé du service des réfugiés : M. Robert

Schumann, député. Sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil : M. Alibert (*J. O.* du 18 juin, p. 4451). – *Remaniement du 23 juin 1940*. – M. Pierre Laval, sénateur, est nommé ministre d'Etat, vice-président du conseil. – M. Adrien Marquet, député, est nommé ministre d'Etat (*J. O.* du 24 juin 1940, p. 4475). – *Remaniement du 27 juin 1940* : M. Adrien Marquet, député, ministre d'Etat, est nommé ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Pomaret, démissionnaire. – M. Pomaret, député, est nommé ministre du travail, en remplacement de M. Février, démissionnaire. – M. Février, député, est nommé ministre des transmissions. – M. L.-O. Frossard, député, est nommé ministre des travaux publics (*J. O.* des 26, 27 et 28 juin 1940, p. 4488). Le cabinet cesse d'être en fonction à partir du 12 juillet 1940 (modification de la Constitution).

MINISTERE DU COMMERCE (Production et exportation). – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'organisation du ministère du commerce et de l'industrie en vue de l'accroissement de la production et de l'intensification des exportations. Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission du commerce, n° 74 [9 avril], p. 292.

MORATOIRE AUX MOBILISES. – Voir LOYERS ET FERMAGES, 2.

MOULARES (Tarn). – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher à la commune de Moulares, canton de Pampelonne, le hameau de Moureviel dépendant de la commune de Saint-Jean-de-Marcel, canton de Valdériès (département du Tarn). Renvoi à la commission de l'administration, n° 11 [23 janvier], p. 46.

N

NATURALISES (Noms patronymiques). – Transmission d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à limiter la faculté, pour les naturalisés, de modifier leurs noms patronymiques. Renvoi à la commission de législation, n° 44 [5 mars], p. 188.

O

ORGANISATION

JUDICIAIRE (Fonctionnement des cours et tribunaux pendant la guerre). – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au fonctionnement des cours et tribunaux pendant la guerre. – Voir Table de 1939, p. 59. – Promulgation : loi du 22 janvier 1940 (*J. O.* du 23 janvier, p 666).

OUVRIERS MINEURS

(Retraites). – Dépôt d'une proposition de loi de M. Coucoureux et plusieurs de ses collègues améliorant les retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs. Renvoi à la commission des mines et, pour avis, à la commission des finances, n° 87 [25 avril], p. 325.

P

PEAUX DE LAPIN. – Voir DOUANES, 7.

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.

- **économique.** – Voir INTERPELLATIONS, 1.

- **générale.** – Voir INTERPELLATIONS ? 6 ;

POUVOIRS PUBLICS. – Proposition de loi de M. Henry Chéron ayant pour objet de réprimer les actes ou entreprises concertés tendant à troubler l'exercice des attributions des Chambres ou des fonctions des membres du Gouvernement ou à entraver le fonctionnement normal des services publics. – Voir Table de 1934, p. 89. – Vote de la question préalable [29 février], p. 170.

PRODUITS.

- **divers.** – Voir DOUANES, 3.

- **textiles.** – Voir DOUANES, 6.

PRODUITS DESTINES A L'ALIMENTATION DES ANIMAUX. – Projet de loi tendant à réglementer le commerce des produits destinés à l'alimentation des animaux. – Voir table de 1939, p. 61. – Promulgation : Loi du 3 février 1940 (*J. O.* du 6 février, p. 970).

PROPHYLAXIE ANTITUBERCULEUSE. –

Dépôt d'une proposition de loi de MM. Henri Sellier, Justin Godart et André Honorat, tendant à l'organisation de la protection sanitaire et de la prophylaxie antituberculeuse pour les hommes atteints, suspects ou en imminence de tuberculose lors de leur incorporation à l'armée et pour les militaires reconnus atteints de cette affection pendant la durée de leur service. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 88 [25 avril], p. 325.

Q

QUESTION PREALABLE. –

Vote de la question préalable, proposée par la commission de législation, sur : 1° la proposition de loi de M. Duplantier ayant pour objet de compléter l'article 88 de la loi du 30 décembre 1928 (incompatibilités parlementaires) (n° 6, année 1934) ; 2° la proposition de loi de M. Henry Chéron ayant pour objet de réprimer les actes ou entreprises concertés tendant à troubler l'exercice des attributions des Chambres ou des fonctions des membres du Gouvernement, ou à entraver le fonctionnement normal des services publics (n° 578, année 1934) ; 3° la proposition de loi de M. Louis Martin tendant à déférer au jury les délits créés par la loi du 28 février 1933 (n° 239, année 1935) ; 4° la proposition de loi de M. Louis Martin tendant à compléter le second paragraphe de l'article 357 du code pénal réprimant le délit de non représentation d'enfant (n° 687, année 1935) ; 5° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 472 du code pénal (n° 249, année 1936) ; 6° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant amnistie (n° 452, année 1939) ; 7° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder aux mobilisés un moratoire pour le paiement du montant de leur loyer (n° 461, année 1939) ; 8° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger la loi du 20 juillet 1924, modifiée par les lois des 1^{er} avril 1926 et 29 juin 1929, prohibant le changement de destination des locaux affectés à l'habitation et réglementant les locations en

R

RADIODIFFUSION. – Voir RÉSOLUTIONS, 6.

RATIONNEMENT. – Voir RÉSOLUTIONS, 4.

RECOMPENSES

NATIONALES (Légion d'honneur [administrations publiques]. – Médailles militaires [ministères de la guerre et des colonies]). – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 17 juin 1938 tendant : 1° à fixer pour une nouvelle période de cinq ans, à dater du 1^{er} juin 1938, les contingents de décorations de la légion d'honneur sans traitement attribués aux administrations publiques ; 2° à fixer les contingents de décorations de la légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement des ministères de la guerre et des colonies. Renvoi à la commission des récompenses nationales nommée le 23 mars 1926, n° 36 [27 février], p. 146.

REFUS COLLECTIF DE L'IMPOT. – Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à déférer au jury les délits créés par la loi du 28 février 1933. – Voir Table de 1935, p. 77. – Vote de la question préalable [29 février], p. 170.

REGISTRE DE LA POPULATION. – Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Sellier et un certain nombre de ses collègues, tendant à rendre obligatoire, dans certaines communes, la création et la tenue d'un registre de la population. Renvoi à la commission de l'administration, n° 62 [19 mars], p. 252.

RESOLUTIONS.

1 - Tourisme. – Proposition de résolution de M. Antoine Borrel tendant à la réorganisation des services officiels du tourisme. – Voir Table de 1939, p. 65. – M. Antoine Borrel dépose, au nom

de la commission des travaux publics, le rapport n° 17 [6 février], p. 70.

2 – Loi du 1^{er} avril 1923. – Majoration de classes aux pères de famille.

1° Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gustave Guérin tendant à inviter le Gouvernement à accorder le vieillissement de deux classes aux mobilisables, pères d'un enfant unique, anciens combattants de 1914-1918 qui ont négligé d'accomplir la formalité prescrite par la loi militaire de 1923. Renvoi à la commission de l'armée, n° 18 [8 février], p. 78.

2° Dépôt d'une proposition de résolution de M. Clément Raynaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux réservistes pères d'un enfant de faire la déclaration prescrite par la loi du 1^{er} avril 1923 et à compléter l'article 58 de la loi du 31 mars 1938. Renvoi à la commission de l'armée, n° 23 [20 février], p. 104.

3° Dépôt, par M. Marcel Michel, d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler définitivement la question des majorations de classes accordées aux pères de famille. Renvoi à la commission de l'armée, n° 49 [7 mars], p. 218.

4° Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Michel, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions de nature à permettre à tout homme des réserves, père d'un enfant né pendant que la loi de recrutement du 1^{er} avril 1923 était en vigueur, de bénéficier de la bonification de deux classes prévue par l'article 58 de ladite loi. Renvoi à la commission de l'armée, n° 50 [12 mars], p. 222.

3 – Allocations militaires.

1° Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Camille Ferrand, Henri Alhérière et Auguste Chambonnet, invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à accorder

l'allocation militaire à toute femme de mobilisé qui en fera la demande. Renvoi à la commission de l'armée, n° 19 [8 février], p. 78. – Renvoi, pour examen au fond, à la commission de l'hygiène, la commission de l'armée restant saisie pour avis [5 mars], p. 188.

2° Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gustave Guérin tendant à inviter le Gouvernement à accorder une allocation à tous les mobilisés mariés, ouvriers, artisans et patrons chefs d'une maison de commerce ou d'une exploitation agricole. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 45 [7 mars], p. 203.

4 – Rationnement. – Familles nombreuses. – Dépôt d'une proposition de résolution de M. André-J.-L. Breton tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des familles nombreuses par l'adoption des mesures de rationnement général. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 27 [20 février], p. 121.

5 – Entr'aide obligatoire dans les communes rurales. – Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Jacques Bardoux, Ernest Labbé et Mario Roustan tendant à inviter le Gouvernement, en prévision des labours de printemps, à organiser, immédiatement, par décret, l'entr'aide obligatoire dans les communes rurales. Renvoi à la commission de l'agriculture, n° 39 [27 février], p. 159.

6 – Radiodiffusion

1° Dépôt d'une proposition de résolution de M. André-J.-L. Breton tendant à inviter le Gouvernement à assurer la coordination de tous les services de la radiodiffusion française. Renvoi à la commission de l'enseignement, n° 41 [29 février], p. 178.

2° Dépôt d'une proposition de résolution de M. André-J.-L. Breton tendant à inviter le Gouvernement à assurer le rayonnement des activités littéraires et artistiques des différentes régions de la France par la reprise des émissions de toutes les stations du réseau national de radiodiffusion. Renvoi à la

commission de l'enseignement, n° 85 [25 avril], p. 324.

7 – Assurances contre les bombardements. – Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anatole Manceau, ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures tendant à permettre aux organismes d'assurances, légalement constitués, de couvrir tous risques matériels et corporels résultant de bombardements. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 61 [19 mars], p. 252.

8 – Solidarité nationale en faveur des vieillards et des invalides. – Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Seillier et plusieurs de ses collègues, invitant le Gouvernement à prendre l'initiative d'un projet de loi tendant à organiser, pendant la guerre, la solidarité nationale en faveur des Français que leur invalidité ou leur âge empêche de se procurer, par le travail, le minimum des ressources indispensables à l'existence. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 72 [9 avril], p. 292.

9 – Logement des officiers. – Dépôt d'une proposition de résolution tendant à compléter et à modifier la loi du 3 juillet 1877 et le décret du 26 mai 1939 en ce qui concerne le logement des officiers et sous-officiers en station ou de passage. Renvoi à la commission de l'administration, n° 96 [21 mai], p. 337.

10 – Responsabilités dans la préparation et la conduite de la guerre. – Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Reibel tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre la recherche et la répression des responsabilités encourues dans la préparation et la conduite de la guerre. Renvoi à une commission spéciale composée des membres des commissions de l'armée, de l'air, de la marine et des affaires étrangères, n° 99 [9 juillet], p. 352.

11 – Assemblées départementales. – Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monsservin et plusieurs de ses collègues concernant la composition des assemblées

départementales. Renvoi à la commission de l'administration, n° 100 [9 juillet], p. 352.

Voir LOIS CONSTITUTIONNELLES.

RESPONSABILITES DES LOCATAIRES EN CAS D'INCENDIE. –

1° Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 1734 du code civil relatif à la responsabilité des locataires en cas d'incendie de l'immeuble ;

2° Proposition de loi de M. Emile Bender relative à la responsabilité des locataires en cas d'incendie de l'immeuble qu'ils occupent. Voir Table de 1934, p. 62, 83. – M. Edmond Hannotin dépose, au nom de la commission de législation, le rapport collectif, n° 84 [25 avril], p. 324.

REUNION (LA). – Voir COLONIES, 2.

ROUMANIE. – Voir AMBASSADE DE ROUMANIE.

S

SAINT-JEAN-DE-MARCEL
(Tarn). – Voir MOULARÈS.

SEGMENTS DE PISTON. –
Voir Douanes, 4.

SENAT (Exercice du mandat des sénateurs mobilisés). –
M. René Coty dépose un rapport, fait au nom de la commission du règlement du Sénat, concernant l'exercice du mandat des sénateurs mobilisés (application de l'article 33 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre), n° 58 [14 mars], p. 242. – Discussion.
Discussion générale :
MM. René Coty, rapporteur de la commission du règlement ; Desjardins, Monsservin, Auguste Mounié, président de la commission du règlement ; Rillart de Verneuil, Lancien, Louis Linyer, Lefas, le président et Paul-Boncour.
Renvoi à la commission [21 mars], p. 276.

SERVICE DE SANTE. –
Voir INTERPELLATIONS, 2.

SESSION ORDINAIRE. –
M. Damecour, *président d'âge*, déclare ouverte la session ordinaire [9 janvier], p. 1. – Le décret portant clôture de la session ordinaire n'a pas été lu à la tribune. Il a seulement paru au *Journal officiel* des 5, 6 et 7 juillet 1940, p. 4501.

SESSION EXTRAORDINAIRE. – M. le président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre des députés en session extraordinaire, n° 97 [9 juillet], p. 351. – Le décret portant clôture de la session extraordinaire n'a pas été lu à la tribune. Il a seulement paru au *Journal officiel* du 11 juillet 1940, p. 4513.

T

TABAC. – Voir DOUANES, 2.

TARIF DOUANIER. – Voir DOUANES, 3 à 7.

TAXES DE PEAGE. – Voir DROITS DE QUAI.

TOURISME. – Voir RÉOLUTIONS, 1.

TRAITE DE TRAVAIL AVEC LA YOUGOSLAVIE. – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation du traité de travail et d'assistance conclu entre la France et la Yougoslavie. Renvoi à la commission du commerce et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 24 [20 février], p. 104. – M. Justin Godart dépose le rapport n° 47. M. Albert Peyronnet dépose l'avis n° 48 [7 mars], p. 218. – 1^{re} délibération. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Justin Godart, rapporteur de la commission du commerce, et Albert Peyronnet, rapporteur, pour avis, de la commission des affaires étrangères. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 mars], p. 252.

TRANSITAIRE EN DOUANE. – Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 octobre 1936 et à réglementer la profession de transitaire en douane. Renvoi à la commission des douanes, n° 38 [27 février], p. 147.

TRANSPORTS ROUTIERS. – Voir CRÉDITS, 5.

TRAVAILLEURS ETRANGERS. – Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 28 août 1937 instituant une contribution sur l'emploi des

travailleurs étrangers. – Voir Table de 1938, p. 66. – M. Caillier dépose au nom de la commission du commerce, le rapport n° 64 [21 mars], p. 276.

TUYAUX EN AMIANTE-CIMENT. – Voir DOUANES, 5.

U

**UTILISATION DES
EFFECTIFS.** – Voir ARMÉE, 2.

Y

YUGOSLAVIE. – Voir
TRAITÉ DE TRAVAIL AVEC LA
YUGOSLAVIE.
